



Centrafrique : la sécurisation de zone, niveau tactique de l'opération « Sangaris »

niveau tactique de l'opération « Sangaris », centré sur la ville de Bouar (Ouest de la Centrafrique), se situe au plus près du terrain et au cœur des populations. Il nécessite subsidiarité, réversibilité, rusticité, sens de l'initiative et maîtrise des règles d'engagement (ouverture du feu).

Le colonel Damien Wallaert, ancien chef du Groupement tactique interarmes (GTIA) « Dragon », l'a expliqué au cours d'une conférence-débat organisée, le 12 mai 2015 à Paris, par le Centre d'études stratégiques de l'armée de terre.

Mission et moyens. La liberté d'action s'acquiert et se conserve par l'initiative dans un environnement hostile, rappelle le colonel. Ensuite, l'économie des forces

(ravitaillement, munitions et pièces détachées) permet de durer. Enfin, la concentration des efforts au bon moment impose l'initiative à l'adversaire. La zone d'action du GTIA Dragon se compte, non pas en km, mais en heures de route pour acheminer les renforts. Au 8 mars 2014, son dispositif s'étend sur un axe Ouest-Est de la ville de Béloko (frontière camerounaise) à celles de Bouar, Carnot, Bossemtélé et Yaloké. En avril, il se prolonge vers l'Est jusqu'à Bossembélé et vers le Nord jusqu'à Bossangoa. Il s'agit de consolider la MISCA (*encadré*), faciliter les flux routiers en escortant les convois entre Bangui et Béloko et dissuader les « groupes armés récalcitrants » entre Béloko et Bouar, entre Bossembélé et Bossangoa ainsi qu'au Nord de cette dernière. Le GTIA, qui a connu 11 articulations au cours de son mandat, compte 9 sections de combat et un petit état-major. Chaque soldat connaît les règles d'engagement appropriées. Au cours des six mois précédents, tous les échelons ont reçu une formation aux entretiens, parfois difficiles, avec les Africains. Matériels ultramodernes et très anciens se côtoient. Tous les véhicules tiennent. Hélicoptères de transport, d'attaque et d'évacuation sanitaire contribuent à la sécurisation.

Contre l'adversaire. Le renseignement permet d'anticiper les intentions d'un adversaire polymorphe : les anti-balaka », souvent sous l'emprise de la drogue ou de l'alcool, possèdent des fusils kalachnikov anciens et des armes blanches, frappent et fuient le combat ; les « Peuls », commerçants, se défendent eux-mêmes ; les « ex-séléka », anciens militaires détenteurs d'armes lourdes, savent manœuvrer et pratiquent le harcèlement. Certains manipulent la population dans les villages et provoquent des manifestations. Des miliciens armés, n'étant plus payés, vivent sur l'habitant. Diverses mesures sont mises en œuvre pour identifier ces réseaux, lutter contre les groupes armés et rétablir la confiance avec la population, à savoir actions ciblées sur les réseaux et saisies systématiques d'armement. Les forces de sécurité (policiers et gendarmes) en uniforme et se comportant normalement peuvent garder leurs armes. Les autres sont désarmés et éloignés d'une centaine de km. Leurs armes sont transférées à la MINUCA, puis détruites. Chaque semaine, une cinquantaine de patrouilles sont envoyées sur et en dehors de la route principale, où l'asphalte alterne avec la piste en terre battue. Pendant son mandat, le GTIA Dragon a fait face à 7 manifestations hostiles ou émeutes et 16 accrochages, du fusil de chasse à l'attaque directe contre un blindé. Le plus sérieux s'est produit le 5 mai 2014, à proximité de Boguila, (450 km de Bangui). Une patrouille est prévenue, par une image de renseignement, de l'arrivée d'un pick-up armé et de 13 motos dans 40 mn.

Alertés, les avions de chasse ne seront sur place que dans 50 mn, soit après l'accrochage. La patrouille, commandée par un capitaine de 30 ans, marque l'interdiction de passer par la pose d'un tronc d'arbre en travers de la route. Ignorant le tir de semonce, la colonne adverse riposte à l'arme lourde. Le PC, informé en temps réel, donne les ordres. Le combat dure 5 h et se déroule conformément à l'entraînement reçu en France au camp de Mailly. Missiles anti-char et hélicoptères, venus de Bangui relayer les avions, sont utilisés. Finalement, une bombe de 250 kg, larguée par un Mirage 2000, anéantit le pick-up. Les autres assaillants s'enfuient. Le bilan s'établit à 5 tués, dont 2 de l'association non gouvernementale « Médecins sans frontières », sans perte ni blessé du côté français. Selon le colonel Wallaert, le rétablissement de la paix civile passe par une approche globale en matière de gouvernance, d'économie (achalandage des marchés) et de sécurité. Des formulaires très détaillés sont remplis quotidiennement dans chaque ville, en vue d'une synthèse hebdomadaire destinée au commandement de l'opération « Sangaris » à Bangui. Celle-ci a permis de rouvrir les écoles et de rétablir l'état de droit. La visite du président de la République François Hollande, à Bangui le 27 février, et celle de la présidente de transition centrafricaine Catherine Samba-Panza, à Bouar le 2 mai, ont eu un impact fort sur la population, souligne le colonel.

Conforter les troupes. Les soldats du GTIA Dragon, à peine sortis de l'opération « Sentinelle » à Paris (plan Vigipirate), ont connu trois semaines de pression pour assimiler la complexité des règles d'engagement. Les quatre mois suivants, ils ont mangé des rations de combat et dormi sur des lits de camp. Selon le colonel Wallaert, ils ont manifesté courage et capacité de résilience. « *En situation de grand stress, on se rattache au drill, entraînement répétitif préalable* ». Malgré la tension et la promiscuité, le rythme soutenu des activités évite tout manquement à la discipline. Le 1er mois se passe très bien. Le 2ème, le moral baisse. Le 3ème, la famille commence à manquer. Le 4ème, la date du retour étant connue, il faut profiter au maximum du contexte opérationnel. Les soldats doivent se passer de réseaux sociaux, par sécurité, et ne pas être perturbés par les événements en métropole. Trois semaines avant le départ, un psychologue leur explique la situation ainsi qu'à leur famille. Un médecin est présent en opération pour déceler les risques post-traumatiques. Trois semaines avant le retour, les familles sont reçues par un psychologue, qui leur présente la situation. Les soldats, eux, passent par quelques jours de détente à Chypre avant de rentrer en France.

Loïc Salmon

Centrafrique : l'opération « Sangaris » au niveau « opératif »

Centrafrique : l'opération « Sangaris » un an après

Centrafrique : mission accomplie pour la Force européenne

Le 5 décembre 2013, le dispositif français en République centrafricaine (600 militaires) est doublé par des renforts venus du Tchad et du Gabon pour éviter une catastrophe humanitaire dans le pays. L'opération « Sangaris » est lancée et mobilisera en tout 2.000 personnels. Cette décision présidentielle fait suite à la résolution 2127 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui prévoit un soutien à la MISCA (Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine), elle-même soutenue par les forces françaises avec autorisation de l'usage de la force. Entre mars et juin 2014, le groupement tactique interarmes « Dragon » est déployé sur la route logistique reliant la capitale centrafricaine Bangui au Cameroun, aux côtés des 5.800 militaires de la MISCA. Il est composé de l'état-major et des pelotons du 12ème Régiment de cuirassiers, de sections du Régiment de marche du Tchad, d'une compagnie du 3ème Régiment parachutiste de marine et d'un détachement de renfort.